

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

MAITRE DE L'OUVRAGE :

**CENTRE MEDICAL ROCHEPLANE
6, rue Massenet
38400 Saint Martin d'Hères**

Tél. : +33 (0)4 57 42 42 42

Objet de la consultation :

AMENAGEMENT DU REZ-DE-CHAUSSEE DE L'AILE C

Date et heure limites de remise

des offres : 22 mai 2024 à 18h

Date d'envoi à la parution : 16 avril 2024

Date prévisionnelle de réalisation du marché : de Juin à Décembre 2024

Centre Médical ROCHEPLANE – Aménagement rez-de-chaussée bâtiment C	V01
Règlement de consultation	Page 1/10

SOMMAIRE :

Article 1 Objet de la consultation

Article 2 Conditions de la consultation

2-1 Mode de la consultation

2-2 Maîtrise d'œuvre

2-3 Tranches - Lots- Forme juridique de l'attribution

2-4 Mode de règlement

2-5 Dispositions techniques particulières

2-6 Variante(s)-Option(s)

2-7 Durée du marché-délai d'exécution

2-8 Modification de détail au dossier de consultation

2-9 Délai de validité des offres

2-10 Propriété intellectuelle des projets

2-11 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

2-12 Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

2-13 Sécurité et protection de la santé des travailleurs

2-14 Passation éventuelle d'un marché complémentaire

Article 3 Présentation des offres

Article 4 Jugement des offres

Article 5 Conditions d'envoi ou de remise des offres

Article 6 Visite des lieux

Article 7 Renseignements complémentaires

Article 8 Phase de négociation

Centre Médical ROCHEPLANE – Aménagement rez-de-chaussée bâtiment C	V01
Règlement de consultation	Page 2/10

Article premier - Objet de la consultation

La présente consultation concerne les travaux suivants :

Aménagement du rez-de-chaussée du bâtiment C au Centre Médical Rocheplane.

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent de la catégorie 2 au sens du Code du travail (Loi N° 93-1418 du 31 Décembre 1993).

A titre indicatif, on peut prévoir que les travaux commenceront vers le : 07 juin 2024

Article 2 - Conditions de la consultation

2-1-Mode de la consultation

2-1-1-Nature de la procédure

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché de travaux privé.

2-1-2-Type de consultation

Le type de marché de travaux faisant l'objet de la présente consultation est le type : **Exécution**

2-2-Maitrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

DET et OPC architecte : amma architecte 420 chemin des Prêles ZAC Isiparc 38330 Saint-Ismier 04 76 99 20 15 hello@amma.archi	DET lots techniques : Actif Boulevard de la Mer Caspienne BP 50215 73374 Le Bourget du Lac 04 79 60 53 82 actif
---	---

Le contenu de chaque élément de mission est celui qui figure aux annexes I et II de l'arrêté du 21 Décembre 1993.

2-3-Tranches - Lots - Forme juridique de l'attribution

2-3-1-Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

Centre Médical ROCHEPLANE – Aménagement rez-de-chaussée bâtiment C	V01
Règlement de consultation	Page 3/10

2-3-2-Décomposition en lots

Les travaux sont décomposés selon les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
00	Démolition
01	Renforcement de sol
02	Gros œuvre
03	Structure bois - Bardage
04	Etanchéité
05	Menuiseries extérieures
06	Menuiseries intérieures - Mobilier
07	Cloisons-doublages-faux plafonds
08	Chapes
09	Sols souples - Faïences
10	Peinture
11	Nettoyage - Optionnel
12	Electricité – courants forts et faibles
13	CVCP – Fluides médicaux - GTC
14	VRD – Espaces verts
15	Sol résine - Optionnel

2-3-3-Forme juridique de l'attribution

Les groupements momentanés d'entreprises sont autorisés et devront prendre, par lot, la forme de groupements solidaires.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

2-4-Mode de règlement

Le règlement des dépenses se fera par virement bancaire.

2-5-Dispositions techniques particulières

2-5-1-Compléments à apporter au cahier des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) correspondant au lot pour lequel il se porte candidat.

2-5-2-Dispositions particulières aux appels d'offres sur performance et aux marchés de conception-réalisation

Sans objet.

Centre Médical ROCHEPLANE – Aménagement rez-de-chaussée bâtiment C	V01
Règlement de consultation	Page 4/10

2-6-Variantes-Options

2.6.1 - Variantes

Les concurrents doivent présenter une proposition entièrement conforme au dossier de consultation.

☐ Les variantes ne sont pas autorisées

☒ Les variantes sont autorisées. Pour les variantes proposées, il sera remis un dossier complet pour chacune.

2.6.2 - Variante à l'initiative de l'entité adjudicatrice

☒ Sans objet

☐ Les variantes suivantes sont prévues

2-7- Durée du marché – Délai d'exécution

Les délais d'exécution des travaux sont laissés à l'initiative du candidat qui devra les préciser à l'acte d'engagement, sans toutefois dépasser les délais plafonds correspondants.

La durée prévisionnelle des travaux est de 6 mois tous lots et nettoyage compris. Voir le planning prévisionnel travaux.

2-8 - Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 5 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-9 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

2-10 - Propriété intellectuelle des projets

Sans objet.

2-11 - Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet.

2-12 - Garanties particulières pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13-Sécurité et protection de la santé des travailleurs

Article 3 - Présentation des offres

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté. Elles seront exprimées en EURO.

3-1- Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat et concernant le lot pour lequel il est consulté comprendra les pièces suivantes :

a) Pièces de la

candidature :

a1 – Situation Juridique

- Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Redressement judiciaire : Le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés, s'il est en redressement judiciaire ;
- Engagement : Le candidat produit si nécessaire les pouvoirs des personnes habilitées à l'engager juridiquement (statuts ou extrait kbis et pouvoir)
- Une attestation de vigilance de moins de 6 mois

a2 – Capacité

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles
- Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste de références similaires à l'objet du marché (3 références majeures de moins de 5 ans). Pour chaque référence citée, le candidat devra indiquer les coordonnées du maître d'ouvrage et les montants annuels de commande. Si le candidat présente un nombre de références supérieur au nombre maximal autorisé, seules les trois premières seront prises en compte dans l'évaluation des capacités.
- Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de contrats de même nature ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

NOTA : Avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai de 10 jours. Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

Centre Médical ROCHEPLANE – Aménagement rez-de-chaussée bâtiment C	V01
Règlement de consultation	Page 6/10

b) Justificatifs offre :

Chaque candidat aura à produire un projet de marché comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : à compléter par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaire du contrat
- Le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) : cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés, cahier ci-joint à accepter sans aucune modification
- Le bordereau des prix unitaires, cahier ci joint à compléter
- Le détail estimatif, cahier ci joint à compléter
- Une attestation d'assurance pour la responsabilité civile
- Un mémoire justificatif des dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des travaux le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise dont les éléments ci-après :
 - Dossier technique complet des matériels proposés avec détails techniques de conception, performances, garanties
 - Méthodologie d'exécution
 - Matériaux employés
 - Moyens mis en œuvre sur le chantier,
 - Programme d'exécution des travaux indiquant la durée des différentes phases du chantier.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra joindre, en sus de l'annexe :

- Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant si cela a lieu d'être ;
- Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant suivantes :
 - Identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
 - Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
 - Les pièces des articles D 8222-5 ou D 8222-6 et 7 du Code du travail.

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française.

Centre Médical ROCHEPLANE – Aménagement rez-de-chaussée bâtiment C	V01
Règlement de consultation	Page 7/10

Article 4 - Jugement des offres

Le Pouvoir Adjudicateur ouvrira l'enveloppe intérieure et éliminera les candidats qui n'ont pas la qualité pour présenter une offre ou dont les capacités paraissent insuffisantes. Les offres des candidats éliminés seront retournées.

Les offres seront classées en application des critères pondérés présentés dans la grille ci-dessous :

Critères	Sous critères	Pondération
Prix		40 %
Qualité prestation		50 %
	Solution proposée et qualité des matériels proposés	25%
	Moyens humains mis en œuvre	25%
Prestations associées	Qualité de la réponse et de la présentation.	10 %

4.1 Décomposition de la note

Pour l'application du critère « prix » :

La note maximale (5) sera attribuée à l'offre la moins onéreuse.

Les autres notes seront définies d'après la formule suivante :

$5 \times (\text{prix global offre moins disante} / \text{prix global candidat})$

Par conséquent, la note maximale sur le critère « prix » avant application du coefficient de pondération est de 5.

Pour l'application du critère « Qualité prestation » :

Il sera tenu compte des éléments contenus dans le mémoire technique remis par le candidat.

Une note de 0 à 5 sera donnée à l'offre. La note obtenue par chaque candidat sera ensuite pondérée. L'appréciation se fera sur l'analyse des documents expressément demandés, notamment sur la base des éléments exigés dans le mémoire technique du candidat.

Par conséquent, la note maximale sur le critère « qualité prestation » avant application du coefficient de pondération est de 5.

Pour l'application du critère « Prestations associées » :

Il sera tenu compte de la qualité de présentation du mémoire technique ainsi que la qualité de restitution à la MO du projet lors de la soutenance.

Par conséquent, la note maximale sur le critère « prestations associées » avant application du coefficient de pondération est de 5.

4.2 Égalité de note

En cas d'égalité de note, il sera pris en compte l'offre qui aura la meilleure note sur les critères de poids les plus élevés, puis en cas de nouvelle égalité, l'offre la moins disante sera retenue.

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation.

ATTENTION, les offres remises sous format papier seront déclarées irrégulières par le pouvoir adjudicateur.

5.2 - Transmission électronique

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse : **beatricegheno@amma.archi**

1 / Après analyse des offres par le Maître d'œuvre, le Pouvoir Adjudicateur en tant que de besoins consultera les Entreprises ayant déposé une offre afin de les inviter à régulariser les non conformités non substantielles par rapport au DCE.

2 / Ensuite, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de négocier avec toutes les Entreprises dont les offres sont conformes et ce sur tout point technique (à l'exception des non conformités substantielles) ou financier de l'offre.

A Saint Martin d'Hères, le 15 avril 2024